

Unité départementale Le Havre  
48 rue Denfert Rochereau  
BP 59  
76084 Le Havre

Le Havre, le 04/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **GIRPI**

Rue Robert Ancel  
CS 90133  
76700 Harfleur

Références : 20260127 Pollution Riviere  
Code AIOT : 0005801435

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2026 dans l'établissement GIRPI implanté Rue Robert Ancel CS 90133 76700 Harfleur. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Par message électronique du 27 janvier 2026, le SIRACED-PC de la préfecture de Seine-Maritime a informé l'inspection des installations classées d'une pollution de la rivière « Saint Laurent » sur la commune de HARFLEUR à hauteur de l'entreprise GIRPI.

Le signalement a été réalisé par les salariés de l'entreprise qui ont noté une odeur d'hydrocarbures sur le site.

Selon les éléments recueillis lors de l'inspection, cette pollution du cours d'eau était connue par l'exploitant depuis au moins le jeudi 22 janvier 2026 mais l'exploitant contestait que la pollution provenait de son site car la pollution de la rivière (irisation) était déjà localisée en aval du site lorsque l'exploitant a contrôlé l'état de la rivière le 22 janvier 2026 après le signalement réalisé par

Le Havre Seine Métropole.

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) a installé un barrage flottant sur la rivière « Le Saint Laurent » au droit du site GIRPI depuis le 22 janvier 2026. Usine

L'inspection des installations classées s'est rendue sur le site le 27 janvier 2026 dans l'après-midi pour faire les constats.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GIRPI
- Rue Robert Ancel CS 90133 76700 Harfleur
- Code AIOT : 0005801435
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Usine de transformation de matières plastiques par injection/moulage

**Contexte de l'inspection :**

- Pollution

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Gestion des émissions aqueuses	Arrêté Préfectoral du 05/02/2008, article Article 2.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours
3	Modifications et cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 05/02/2008, article 1.6.1	Demande d'action corrective	6 mois
4	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 05/02/2008, article 8.7.2	Demande d'action corrective	1 mois
5	Déclaration de l'incident	Code de l'environnement du 11/08/2025, article R. 512-69	Demande d'action corrective	7 jours
6	Entretien des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 05/02/2008, article 4.3.2	Demande d'action corrective	15 jours
7	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 05/02/2008, article 4.3.6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan des réseaux des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 05/02/2008, article 4.2.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de l'inspection du 27 novembre 2026, l'inspection des installations classées a établi les constats suivants :

#### - **Non-conformité majeure n° 1 :**

**Le constat d'une pollution (présence d'irisation représentative d'une pollution aux hydrocarbures) provenant de l'entreprise GIRPI (dont l'origine sur le site est inconnue de l'exploitant à ce stade) de la rivière « Le Saint Laurent » localisée sur le site GIRPI d'Harfleur provenant d'un point de rejet en eaux pluviales non connu de l'exploitant constitue une non-conformité aux articles suivants de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 05 février 2008 applicable au site :**

**- Article 2.1.1 « Objectifs généraux » :** « *L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour [...] prévenir en toutes circonstances l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation de sites et des monuments* » ;

**- Article 4.2.1 « Dispositions générales » :** « *Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux chapitres 4.2 et 4.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit* » ;

**- Article 4.2.4 « Protection des réseaux internes à l'établissement » :** « *Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles [...] de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents* ».

**- Article 4.2.5 « Isolement avec les milieux » :** « *Des dispositifs doivent permettre l'isolement de chaque rejet d'eaux pluviales du site vers le milieu naturel, susceptibles de le polluer par déversement accidentel ou incendie* » .

Compte-tenu des actions réalisées par l'exploitant pour :

- Limiter les rejets d'eaux pluviales polluées dans la rivière (pompage de 24 m<sup>3</sup> d'eaux pluviales polluées dans le réseau d'eaux pluviales du site puis emploi de buvards absorbants par l'exploitant) ;

- Contenir la pollution provenant de son site :

-- Lors de la visite, mise en place d'un ballon obturateur au niveau du point de rejet des eaux pluviales à l'origine de la pollution dans la rivière. L'exploitant a déclaré le 30 janvier 2026 avoir fait obstruer avec du béton ce point de rejet ;

-- Fermeture de la vanne d'isolement en sortie d'un séparateur d'hydrocarbures localisé sur un autre point de rejet en eaux pluviales du site et situé sur le même réseau d'eaux pluviales que le point de rejet à l'origine de la pollution ;

l'inspection des installations classées n'envisage pas, à ce stade, de suites administratives.

Des actions correctives et des justificatifs sont également demandés à l'exploitant dans un délai précisé pour chaque demande.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des émissions aqueuses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/02/2008, article Article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation des installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 05 février 2008 Titre 2 - Gestion de l'établissement Chapitre 2.1 : Exploitation des installations Article 2.1.1 Objectifs généraux L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : <ul style="list-style-type: none"><li>- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;</li><li>- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;</li><li>- <b>prévenir en toutes circonstances l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.</b></li></ul> Chapitre 4.2 Collecte des effluents liquides Article 4.2.1 Dispositions générales Tous les effluents aqueux sont canalisés. <b>Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux chapitres 4.2 et 4.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.</b> Article 4.2.4 Protection des réseaux internes à l'établissement <b>Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.</b> Article 4.2.5 Isolement avec les milieux Des dispositifs doivent permettre l'isolement de chaque rejet d'eaux pluviales du site vers le milieu naturel, susceptibles de le polluer par déversement accidentel ou incendie, excepté pour la zone concernée par le réaménagement des berges de la rivière « le Saint Laurent ». Dans le cas de la zone concernée par le réaménagement des berges de la rivière « Le Saint Laurent », les dispositifs d'obturation doivent être mis en place lors du réaménagement susvisé et au plus tard le 31 décembre 2010. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
<b>Constats :</b>  Lors de son arrivée sur le site, vers 15h30, l'inspection des installations classées a constaté sur le site GIRPI d'Harfleur : <ul style="list-style-type: none"><li>- La présence d'une légère irisation dans la rivière « Saint Laurent » traversant le site à un endroit localisé, à la sortie d'un pont situé de manière peu éloignée du point de rejet en eaux pluviales non connu de l'exploitant et à l'origine de la pollution, et en aval de la barrière de boudins absorbants ;</li></ul> Selon l'exploitant, la pollution aurait été arrêtée par ce pont (dont la base est située à hauteur d'eau) et se relarguerait progressivement dans la rivière (cf. photos n° 1 et 2 situées en annexe n° 1 du présent rapport, annexe confidentielle). Cette irisation est représentative d'une pollution aux

hydrocarbures ;

- La présence de boudins absorbants sur la rivière « Le Saint Laurent » en aval du point de rejet en eaux pluviales du site à l'origine de la pollution ;
- La présence de légères irisations dans des flaques d'eau sur le site à proximité du local sprinklage et d'une cuve de gazole non routier (GNR) située à l'extérieur d'un bâtiment (cf. photo n° 5 située en annexe n° 1 du présent rapport, annexe confidentielle) ;
- La présence d'une forte odeur d'hydrocarbures dans un regard situé près du local sprinklage avec présence d'eau polluée notamment par un flottant de couleur rouge (cf. photo n° 7 située en annexe n° 1 du présent rapport, annexe confidentielle). Un pompage d'une grande partie des eaux pluviales polluées situées dans ce regard a ensuite été réalisé le 27 janvier 2026 dans l'après-midi par une entreprise extérieure à la suite du constat, à l'initiative conjointe de l'inspection des installations classées et de l'exploitant ;
- La présence d'un séparateur d'hydrocarbures des eaux pluviales avant rejet des eaux pluviales dans un autre point de rejet du site situé en aval de la zone d'irisation constatée. La vanne d'isolement en sortie du séparateur d'hydrocarbures était fermée : aucun rejet d'eaux pluviales n'était en cours. Les trois regards d'eaux pluviales présents sur ce séparateur présentaient une légère irisation. Un pompage d'une grande partie des eaux pluviales polluées situées dans ce séparateur d'hydrocarbures a ensuite été réalisé le 27 janvier 2026 dans la soirée par une entreprise extérieure à la suite du constat, à l'initiative conjointe de l'inspection des installations classées et de l'exploitant.

L'exploitant a précisé les éléments suivants :

- Le matin de l'inspection, et suite au constat d'odeurs d'hydrocarbures sur le site, l'exploitant a constaté la présence d'irisation (témoin de la présence d'hydrocarbures) au niveau de la rivière « Le Saint Laurent » au niveau d'un point de rejet d'eaux pluviales du site qui lui était inconnu ; Suite à ce constat, l'exploitant a fait installer un ballon obturateur au niveau de ce point de rejet pour l'obturer (cf. photo n° 3 située en annexe n° 1 du présent rapport, annexe confidentielle).
- En amont de ce point de rejet inconnu de l'exploitant, est disposé un regard d'eaux pluviales avec deux sorties : l'un vers le point de rejet non connu de l'exploitant susvisé et l'autre qui dirige les eaux pluviales vers le séparateur d'hydrocarbures susvisé (cf. photo n° 4 située en annexe n° 1 du présent rapport, annexe confidentielle). Une légère irisation était visible dans ce regard ;
- Un traçage des eaux pluviales de la zone incriminée à la fluorescéine a été réalisé : l'ensemble des regards d'eaux pluviales contrôlés en contient ;
- Un pompage des eaux pluviales polluées dans le réseau d'eaux pluviales a été réalisé le mardi 27 janvier à hauteur de 24 m<sup>3</sup> (dans le regard d'eaux pluviales polluées situées en amont du point de rejet non connu de l'exploitant, à l'initiative de l'exploitant, avant l'arrivée de l'inspection des installations classées sur le site, dans le regard d'eaux pluviales polluées situées à proximité du local de sprinklage à l'initiative conjointe de l'inspection des installations classées et de l'exploitant, dans les trois regards du séparateur d'hydrocarbures du réseau d'eaux pluviales de la zone concernée à l'initiative conjointe de l'inspection des installations classées et de l'exploitant) ;
- Le mercredi 28 janvier, et suite aux pompages de la veille, l'exploitant a contrôlé les regards d'eaux pluviales de la zone concernée du site et l'état de la rivière et a nettoyé, avec ses moyens internes, les regards présentant encore quelques irisations à l'aide de buvards. L'exploitant a également repositionné le barrage flottant ce qui a permis de collecter les irisations bloquées dans la végétation à proximité ;
- Le vendredi 30 janvier, l'exploitant a indiqué avoir réalisé un contrôle des regards d'eaux pluviales le matin et la situation est en amélioration. Il reste quelques irisations dans certains regards mais globalement moindres que les jours précédents. Il n'y a plus aucune irisation au niveau de la rivière (avant et après le pont) et au niveau du barrage flottant en aval ;
- Le vendredi 30 janvier, une entreprise extérieure est intervenue pour obstruer avec du béton le point de rejet à l'origine de la pollution dans la rivière « Le Saint Laurent » et qui était inconnu de

l'exploitant.

Par ailleurs, concernant les stockages de produits inflammables sur le site, l'exploitant déclare :

- disposer de quelques bombes aérosols stockées sur rétention ;
- disposer de deux cuves de GNR.

Les huiles utilisées pour les machines du site sont des huiles hydrauliques et de graissage, non inflammables.

**Non-conformité majeure n° 1 :**

Le constat d'une pollution (présence d'irisation représentative d'une pollution aux hydrocarbures) provenant de l'entreprise GIRPI (dont l'origine sur le site est inconnue de l'exploitant à ce stade) de la rivière « Le Saint Laurent » localisée sur le site GIRPI d'Harfleur provenant d'un point de rejet en eaux pluviales non connu de l'exploitant constitue une non-conformité aux articles suivants de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 05 février 2008 applicable au site :

- **Article 2.1.1 « Objectifs généraux »** : « L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour [...] prévenir en toutes circonstances l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation de sites et des monuments » ;

- **Article 4.2.1 « Dispositions générales »** : « Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux chapitres 4.2 et 4.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit » ;

- **Article 4.2.4 « Protection des réseaux internes à l'établissement »** : « Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles [...] de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents ».

- **Article 4.2.5 « Isolement avec les milieux »** : « Des dispositifs doivent permettre l'isolement de chaque rejet d'eaux pluviales du site vers le milieu naturel, susceptibles de le polluer par déversement accidentel ou incendie ».

Compte tenu des actions réalisées par l'exploitant pour :

- Limiter les rejets d'eaux pluviales polluées dans la rivière (pompage de 24 m<sup>3</sup> d'eaux pluviales polluées dans le réseau d'eaux pluviales du site puis emploi de buvards absorbants par l'exploitant) ;

- Contenir la pollution provenant de son site :

-- Lors de la visite, mise en place d'un ballon obturateur au niveau du point de rejet des eaux pluviales à l'origine de la pollution dans la rivière. L'exploitant a déclaré le 30 janvier 2026 avoir fait obstruer avec du béton ce point de rejet ;

-- Fermeture de la vanne d'isolement en sortie d'un séparateur d'hydrocarbures localisé sur un autre point de rejet en eaux pluviales du site et situé sur le même réseau d'eaux pluviales que le point de rejet à l'origine de la pollution ;

l'inspection des installations classées n'envisage pas, à ce stade, de suites administratives.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande de justificatif n° 1 :**

L'exploitant transmettra, sous 1 semaine, le bon d'intervention du bouchage définitif du point de rejet en eaux pluviales du site à l'origine de la pollution dans la rivière « Le Saint Laurent » et qui était inconnu de l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 7 jours

**N° 2 : Plan des réseaux des eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/02/2008, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>- L'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>- Les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnection, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...),</li><li>- Les secteurs collectés et les réseaux associés,</li><li>- Les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs),</li><li>- Les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un plan des réseaux d'eaux pluviales et des points de rejets en eaux pluviales du site. Ce plan : <ul style="list-style-type: none"><li>- ne présente pas le point de rejet en eaux pluviales du site à l'origine de la pollution dans la rivière « Le Saint Laurent ». Ce point de rejet était inconnu de l'exploitant. Ce point de rejet a été fermé par du béton le vendredi 30 janvier 2026 ;</li><li>- présente le réseau d'eaux pluviales, les regards et le séparateur d'hydrocarbures avant rejet dans la rivière des eaux pluviales de la zone potentiellement source de la pollution en rivière. Le réseau représenté sur le plan est cohérent avec les constats réalisés sur le terrain.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Modifications et cessation d'activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/02/2008, article 1.6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Équipements abandonnés
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 05 février 2008 Chapitre 1.6 Modifications et cessation d'activité Article 1.6.1 Équipements abandonnés Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents. Chapitre 2.6 Documents tenus à la disposition de l'inspection L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants : [...]



<p>- les plans tenus à jour ;</p> <p>Article 4.2.3 Entretien et surveillance</p> <p>[...]</p> <p>Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Sauf exception motivée par des raisons de sécurité et d'hygiène, les canalisations de transport de liquides dangereux ou polluants à l'intérieur de l'établissement doivent être aériennes ou en caniveaux étanches. Elles sont également protégées contre les agressions mécaniques (notamment du fait des véhicules, ...), notamment par des signalisations au sol ou par des murets de protection.</p> <p>Un plan du cheminement des canalisations précitées doit être tenu à jour.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté, après pompage des eaux pluviales polluées situées dans le regard localisé à proximité du local de sprinklage, la présence d'une tuyauterie, débouchant dans ce regard, inconnue de l'exploitant (cf. photo n° 8).</p> <p>L'exploitant déclare ne pas disposer sur le site de cuves enterrées sur le site, à sa connaissance.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b><u>Demande d'action correctives n° 1 :</u></b>  <b><u>L'exploitant doit faire réaliser, sous 6 mois :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un état des lieux des tuyauteries enterrées du site (localisation, état, fluide contenu ou ayant été contenu) ;</li> <li>- un état des lieux des éventuelles cuves enterrées du site (localisation, état, fluide contenu ou ayant été contenu) ;</li> </ul> <p>et reporter leur localisation sur un plan.</p> <p>En application de l'article 1.6.1 « Équipements abandonnés » de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 05 février 2008 applicable au site, les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations.</p> <p>Aussi, l'exploitant devra fournir dans ce même délai, un plan d'actions de retrait des tuyauteries enterrées et cuves enterrées du site. Toutefois, en application de ce même article, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, l'exploitant devra mettre en œuvre des dispositions matérielles interdisant leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents, dans un délai qu'il proposera.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

#### N° 4 : Rétentions

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/02/2008, article 8.7.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Symboles de dangers</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les fûts, réservoirs et autres emballages de produits polluants doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger [...]</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que les deux réservoirs de GNR (l'un situé dans le local sprinklage pour l'alimentation du groupe motopompe du sprinklage, l'autre sur une voie extérieure (cf. photo n° 6)), ne comportaient pas sur leur emballage la mention des pictogrammes de danger et des mentions de danger.</p> <p>Pourtant, la Fiche de Données de Sécurité de ce produit présentée par l'exploitant mentionne quatre pictogrammes de danger et sept mentions de danger :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- H226 - Liquide et vapeurs inflammables ;</li> <li>- H304 - Peut être mortel en cas d'ingestion et de pénétration dans les voies respiratoires</li> <li>- H315 - Provoque une irritation cutanée</li> <li>- H332 - Nocif par inhalation</li> <li>- H351 - Susceptible de provoquer le cancer</li> <li>- H373 - Risque présumé d'effets graves pour les organes à la suite d'expositions répétées ou d'une exposition prolongée</li> <li>- H411 - Toxique pour les organismes aquatiques, entraîne des effets néfastes à long terme.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande d'action correctives n°2 :</b>  <b>L'exploitant doit, <u>sous 1 mois</u>, apposer sur l'emballage des deux réservoirs de GNR du site, la mention des pictogrammes de danger et des mentions de danger.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 5 : Déclaration de l'incident

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/08/2025, article R. 512-69</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration et rapport d'incident</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux</p>

installations mentionnés à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas informé l'inspection des installations classées le matin du 27 janvier 2026 de la présence d'une pollution dans la rivière située sur le site et provenant d'un point de rejet d'eaux pluviales du site.

L'inspection des installations classées a été informée par le SIRACED-PC de la préfecture de Seine-Maritime, lui-même informé par le SDIS 76.

L'exploitant a précisé avoir appelé les services techniques de la commune de Gonfreville l'Orcher le matin du 27 janvier 2026 suite au constat de pollution de la rivière au droit de son site mais a confirmé ne pas avoir appelé l'inspection des installations classées.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande d'action corrective n° 3 :**

En application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Aussi, l'exploitant doit réaliser, sous une semaine, une déclaration d'incident sous format dématérialisée via le lien : <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939>

Cette procédure devra être réalisée par l'exploitant lors des prochains accidents/incidents survenus sur son site, dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, l'exploitant doit transmettre, sous 15 jours, un rapport d'incident précisant, notamment, les circonstances et les causes de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Le rapport d'incident susvisé (et ses éventuelles mises à jour) sera également à transmettre sous format dématérialisée via le lien : <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939>

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 7 jours

**N° 6 : Entretien des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/02/2008, article 4.3.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Nettoyage

**Prescription contrôlée :**

Les décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures doivent être vidangés périodiquement, au minimum une fois tous les 2 ans et autant de fois que cela s'avère nécessaire.

<p>Ces nettoyages et vidanges sont effectués par une entreprise spécialisée.</p> <p>Un registre sur lequel sont rapportées la quantité évacuée, l'adresse du collecteur et de l'éliminateur et la date doit être tenu.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant précise que les rejets aqueux sont collectés et dirigés vers six séparateurs d'hydrocarbures avant rejet dans la rivière et a fourni le 23 janvier 2026, à la demande de l'inspection des installations classées, le rapport d'intervention du dernier nettoyage de l'ensemble des séparateurs d'hydrocarbures par une société extérieure. Le nettoyage a été réalisé le 03 octobre 2025.</p> <p>Le bon d'intervention réalisé par l'entreprise extérieure ayant réalisé le nettoyage et en date du 03 octobre 2025 indique qu'elle a constaté la présence de boues à un niveau élevé dans les séparateurs avant nettoyage.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Demande d'action corrective n° 4 :</b></p> <p>En application de l'article 4.3.2 susvisé, les décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures doivent être vidangés périodiquement, au minimum une fois tous les 2 ans et autant de fois que cela s'avère nécessaire.</p> <p>Aussi, au vu du constat réalisé par l'entreprise extérieure ayant réalisé le nettoyage des séparateurs d'hydrocarbures en octobre 2025 (présence de boues à un niveau élevé), l'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>sous 15 jours</u>, réaliser des contrôles visuels à une périodicité qu'il définit (plusieurs fois dans l'année) de l'état des séparateurs d'hydrocarbures (présence d'irisation, de boues, notamment) ;</li> <li>- suite à ces contrôles visuels, faire nettoyer les séparateurs d'hydrocarbures, le cas échéant.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

**N° 7 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/02/2008, article 4.3.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyse des eaux pluviales</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales des voiries, des zones de stockage extérieures, des aires de chargement et de déchargement, des parkings ainsi que les purges de déconcentration des circuits de refroidissement sont collectées par un système de canalisation et d'avaloirs et dirigées vers cinq décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés sur la base d'une pluie décennale (24 heures), équipés d'une obturation automatique.</p> <p>En cas de pluie décennale, ces décanteurs traitent les premiers mètres cubes d'eau, les plus chargés, Ces eaux traitées sont ensuite rejetées dans les deux cours d'eau (canalisé et non canalisé) de la rivière Le Saint Laurent.</p> <p>La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C et leur pH est compris entre 5,5 et 8,5 selon la norme NFT 90008.</p> <p>A l'aval des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, les eaux pluviales qui peuvent être d'un</p>

débit de 29 m<sup>3</sup>/j, 25 m<sup>3</sup>/j, 22 m<sup>3</sup>/j, 6 m<sup>3</sup>/j et 2 m<sup>3</sup>/j (pluie annuelle moyenne) et, le cas échéant, les eaux de vidange du circuit de refroidissement doivent respecter les caractéristiques suivantes :

Paramètres	Concentration maximale instantanée sur la base d'une pluie moyenne
MEST	100 mg/l
DBO <sub>5</sub>	100 mg/l
DCO	300 mg/l
Hydrocarbures totaux	10 mg/l
Plomb et ses composés	0,5 mg/l
Étain et ses composés	2 mg/l
Métaux totaux	15 mg/l

Les rejets liquides ne devront, en aucun cas, contenir de solvants chlorés.

#### Constats :

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'irisations (présence supposée d'hydrocarbures) au niveau de :

- La rivière « Le Saint Laurent » au droit du site, à un endroit localisé, à la sortie d'un pont situé de manière peu éloignée du point de rejet non connu de l'exploitant et à l'origine de la pollution et en aval de la barrière de boudins absorbants. Selon l'exploitant, la pollution aurait été arrêtée par ce pont (dont la base est située à hauteur d'eau) et se relarguerait progressivement dans la rivière ;
- Flaques d'eau situées proches du local de sprinklage et d'une cuve de GNR située à l'extérieur d'un bâtiment ;
- Un regard d'eaux pluviales situé derrière le local de sprinklage, présentant également une forte odeur d'hydrocarbures et un flottant de couleur rouge représentative de la couleur du GNR ;
- Dans les différents regards d'eaux pluviales situés en aval hydraulique du regard susvisé.

Aussi :

- Un prélèvement d'un échantillon de GNR dans la cuve extérieure de GNR a été réalisé le mercredi 28 janvier au matin par les services techniques de Le Havre Seine Métropole, à la demande de l'inspection des installations classées ;
- Un prélèvement d'eau dans la rivière au niveau de la zone présentant des irisations a été réalisé le mardi 27 janvier au matin à l'initiative des services techniques de Le Havre Seine Métropole ;
- Un prélèvement d'eaux pluviales polluées du regard situé à côté du local sprinklage a été réalisé le mardi 27 janvier dans l'après-midi par les services techniques de Le Havre Seine Métropole, à la demande de l'inspection des installations classées.

Ces prélèvements ont été envoyés à un laboratoire agréé pour analyses afin de déterminer si la pollution est caractéristique d'une pollution au GNR (cause la plus probable à ce stade au vu de la proximité du stockage extérieur de GNR avec la présence d'irisations et d'odeurs d'hydrocarbures).

De plus, l'entreprise de pompage des eaux pluviales polluées du site a déclaré que des analyses de ces eaux ont été réalisées par l'installation de traitement de ces déchets à leur réception.

Par ailleurs, le 23 janvier 2026 et suite aux premiers constats de pollution de la rivière, l'inspection des installations classées avait demandé à l'exploitant :

- Le rapport de dernière analyse des effluents aqueux avant rejet dans la rivière ;
- De faire réaliser un contrôle des regards en eaux pluviales du site.

Concernant la dernière analyse des eaux pluviales avant rejet dans la rivière, l'exploitant a transmis le 23 janvier 2026, le rapport daté de janvier 2026 et relatif à la campagne annuelle de prélèvements et d'analyses des eaux pluviales du 27 novembre 2025 réalisée par un laboratoire agréé, en aval des six décanteurs du site (résultats conformes aux valeurs limites d'émission réglementaires, sauf une mesure de pH pour de l'eau d'un décanteur inférieure à la limite basse autorisée de 5,5 (pH mesuré : 5,28)).

Aussi, en 2025, le nettoyage des débourbeurs-déshuileurs du site a eu lieu en octobre et la mesure des eaux pluviales en sortie de ces équipements a eu lieu en novembre 2025.

La prochaine campagne de mesures aura lieu en septembre/octobre 2026.

Par message électronique du 23 janvier 2026, l'exploitant a indiqué ne pas avoir pu déterminer l'origine de la pollution dans la rivière « Le Saint Laurent » et que le site n'a pas connu d'événement pouvant expliquer cette pollution et n'avoir trouvé aucune trace de pollution sur le site hormis au niveau de la rivière.

Il est à noter qu'un remplissage de la cuve de GNR pour le chauffage d'un bâtiment et située sur une voie du site a eu lieu le 13 janvier 2026.

Par message électronique du 26 janvier 2026, l'exploitant a indiqué avoir ouvert le séparateur d'hydrocarbures situé au plus près de la zone de pollution et ne pas avoir trouvé de traces d'hydrocarbures dans celui-ci.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Demande d'action corrective n° 5 :**

L'exploitant doit faire réaliser les prochaines campagnes de mesures des eaux pluviales en sortie de son site, de manière éloignée dans le temps au nettoyage des débourbeurs-déshuileurs pour disposer de résultats représentatifs des rejets aqueux en sortie de ces équipements.

**Demande de justificatif n° 6 :**

- L'exploitant transmettra, sous 1 semaine, les résultats de l'analyse des eaux pluviales polluées et pompées réalisée par l'installation de traitement de ces déchets à leur réception.
- L'exploitant transmettra, dès leur réception, les résultats des analyses relatives aux prélèvements

opérés dans la rivière, dans le regard et dans la cuve GNR.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 7 jours